

Pour le XXI<sup>e</sup> siècle

## Projet de société autocentré, tricontinentale et internationalisme

Aziz Salmone Fall

À Babord

**La mondialisation néolibérale, ses leurre et ses lueurs ont confiné l'enjeu du développement et la réduction de la pauvreté à des acceptions de plus en plus éloignées de celle de l'autodétermination véritable des pays. Mais la redécouverte des vertus de l'État, venu à la rescousse de l'économie spéculative par le régime Bush, et son recours comme panacée pour sortir de l'actuelle récession par l'administration Obama, exhume l'État *développementiste*. Un tel État, contraire à celui que le néolibéralisme s'est partout évertué à désengager de l'économie puis à reconfigurer les fonctions, doit de façon responsable et démocratique redevenir l'architecte du développement.**

Au sein du G7, la frayeur de la tentation protectionniste décourage les initiatives allant dans ce sens. Ailleurs, l'essoufflement du consensus de Washington et les efforts de reconnexion périphérique insérant des archipels du « tiers-monde » dans une mondialisation prédatrice et en crise exacerbent un profond ressentiment. C'est que le manque de repentance historique de l'Occident et sa recolonisation des derniers espaces économiques utiles, bien saisis par Ziegler [1], occasionnent dans les formations sociales périphériques des réponses erratiques et diverses. Parmi elles, la redécouverte de schémas géopolitique, *développementiste* et de solidarité innovante bien éloignés des intégrismes, culturalismes et autres volontés de luttes de civilisation. C'est le cas du développement autocentré, c'est-à-dire cette capacité de maîtriser les leviers de son accumulation et de compter sur ses

propres forces pour moderniser sa production afin de satisfaire d'abord les besoins de sa population. Il n'a cessé d'être dénigré comme utopie ou impasse autarcique. L'échec de louables initiatives et la déconfiture de l'État providence ont été un terreau fertile pour ces critiques. Il ne s'agit

pas ici de faire un plaidoyer nostalgique ou de réanimer sans condition l'État. Il s'agit de le vouer à concrétiser la justice sociale, le bien-être collectif et l'épanouissement personnel selon la conception qu'en a chaque formation sociale. Le développement autocentré demeure dès lors un horizon toujours pertinent pour le progrès social en ce début de siècle, pour éviter l'anomie de nos sociétés humaines (leur déstructuration et le chaos) et l'écroulement de nos écosystèmes.

## Éviter les pièges du développement

Le développement est par essence prédateur. C'est un paradigme hégémonique, un postulat occidentalocentré. Dans tous les peuples où il est entrepris, s'y cherche l'équilibre entre le repli et l'ouverture. Et dans notre ère mondialisée par le capitalisme, le développement continue de revêtir la définition qu'en donne Gilbert Rist :

*« Le « développement » est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable [2] . »*

Ce n'est pas en accolant épithète ou qualificatif que le développement change fondamentalement, mais plutôt en prenant conscience de sa dimension historique et prédatrice, de son culturalisme et surtout de son inclination à la quête insatiable de la croissance et du profit. On ne réinvente pas la roue, mais on la

perfectionne. Il n'y a pas non plus forcément de chemins. Le chemin se fait en marchant, ce qui n'empêche pas de réemprunter des traverses, tantôt sinueuses, mais fécondes, ou d'en éviter d'autres inutiles et sans issues. Les expériences des mouvements de libération nationaux, les aspirations de la tricontinentale [3] et du non-alignement, les capacités de compter sur ses propres forces de la déclaration d'Arusha – qui instaure le socialisme tanzanien –, aux plus récentes conclusions issues des forums sociaux mondiaux comme la déclaration de Bamako [4], sont encore des sources

d'inspiration. Nul ne peut prédire l'issue des luttes, et le futur proche résultera des bouleversements dans les rapports de force sociopolitiques, économique-culturels, entre genres et entre générations. Il s'agit entre-temps de consolider les acquis, d'élargir le champ d'une réponse sociale humaniste progressiste, et si possible socialiste, contre le modèle unilatéral du marché et son apartheid mondial.

Il faut à l'échelle des formations sociales des réformes pour des projets de société viables. Cela est hypothétique sans un effort de désengagement sélectif et d'autocentrage et l'intégration régionale et collective de ceux qui optent pour une telle alternative. Le désengagement sélectif a permis à des formations sociales comme les États-Unis, la Suisse ou la Chine de sortir de leur dépendance dans le cadre d'une division internationale du travail qui les défavorisait. On tend à oublier ce truisme, mais la capacité d'autocentrage, donc de compter avant tout sur ses propres forces, est le propre de l'humanité. Dans la phase du capitalisme, elle renvoie à la capacité de maîtriser son accumulation à travers diverses étapes historiques du mode de production et de dimensions politiques économiques et culturelles [5]. Ces étapes ne mènent pas forcément au capitalisme ou au socialisme, l'inflexion vers ces horizons dépendant d'abord des luttes sociales en œuvre. Dans les formations sociales de la périphérie, nous abondons dès lors dans le sens de Samir Amin. Il répète que

l'option de forces nationales populaires et démocratiques (États et peuples) contre la logique de *compradorisation* (subordination des élites au capital transnational) semble être la seule capable de structurer, en concertation et cohésion, une riposte pour la défense d'un tel projet [6]. Telle est l'alternative passant par des formes de démocratisation populaire dissociatives de l'économie monde capitaliste, par une renaissance de la tricontinentale et un renouveau internationaliste transcontinental.

## Éviter les pièges de la mondialisation

Depuis les années 80, l'économie politique dominante s'est acharnée à accroître la productivité des pauvres et à reconfigurer l'État, en laissant le privé prendre les commandes de l'essentiel viable. La société civile est

cooptée à ce service et la *governance* est à la rescousse, comme dimension politique des ajustements. Il s'agit d'une impasse qui entretient la *dépendance*, perpétue le *statu quo* et conforte l'illusion du *mégaloensemble* qui s'articule sur le *supraimpérialisme* [7].

Avec la frustration et le désenchantement collectif en toile de fond, on voit depuis trois ans les tenants de *Davos* récupérer le discours altermondialiste et desserrer l'étau de la dette. En même temps, les derniers bastions du bien commun sont investis par la rationalité marchande (de l'eau aux plantes, de la culture aux gènes...). Tout cela exacerbe l'exploitation du travail. Compte tenu des différences de rémunération et de productivité par rapport aux pays avancés du centre, la mondialisation occasionne vers ces derniers toujours davantage de transferts de capitaux et de main-d'œuvre sélective. Parallèlement, – par les zones de libre-échange et autres formes d'intégration – elle procède à un laminage autant des économies des pôles autocentrés des centres capitalistes, que ceux des pôles dominés qui n'ont pu s'autocentrer. Elle les recompose

en réseaux productifs mondiaux intégrés, mais concurrentiels. À tous les autres de les imiter et de s'aligner à cette logique ou de périliter.

## Pour une stratégie agricole autocentrée

Les dispositifs de recolonisation néolibérale doivent être inlassablement combattus. Un des champs de combat est l'enjeu alimentaire mondial. La production alimentaire actuelle pourrait nourrir la planète, mais l'essentiel des céréales sert de fourrage concentré au bétail qui nourrit de viande les plus nantis. Aussi la FAO – l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – préconise-t-elle de doubler la production alimentaire d'ici l'an 2050. Entretemps, la hausse du prix des denrées expose à la famine plus d'un milliard de personnes et enclenche le cycle d'émeutes de la faim. Le développement autocentré exige l'autosuffisance alimentaire. Au Venezuela, par exemple, quelque 80 % des biens consommés sont actuellement importés et la classe rurale a été essentiellement urbanisée dans des bidonvilles.

À l'invitation du régime vénézuélien, nous avons suggéré l'établissement de *Zones agro-écologiques intégrées autocentrées et tricontinentales* (ZAEIATs). Ces zones sont articulées sur des modes agraires organiques et des technologies appropriées, dans la perspective d'un développement autocentré tricontinental. Il s'agit de produire et de transformer, en amont et en aval d'une agriculture la plus organique possible et en fonction d'une autre loi de la valeur (équilibre revenu rural/urbain, stratégie de plein emploi, prix de production et de transformation, etc.). Le projet a la forme d'une coopérative tricontinentale d'*autocentrage collectif* (*collective self reliance*).

Les fermes autocentrées proposées sont basées sur un modèle s'inspirant de la commune de *Satscho* (Chine) où vivaient 70 000 personnes au début des années 80[8]. La productivité dans tous les

domaines d'activités y a été spectaculaire, tout en y générant le plein emploi dans les étapes de préparation et de transformation de l'agriculture. Une utilisation bio-organique de l'agriculture ne recourt plus à des intrants chimiques et recycle tous ses déchets. Il y est facilement envisageable du biogaz et de l'énergie solaire pour combler les besoins énergétiques des communautés. Les métiers qui préparent l'agriculture et ceux qui la transforment fixent des populations qui échappent à l'exode rural, parce que dotées de meilleur revenu et d'une qualité de vie. L'agriculture biologique (biomasse, assolement, percolation, pesticides verts, etc.) est faussement décrite comme moins productive par des industriels de pesticides et d'engrais chimiques et de biotechnologies. Une meilleure concentration professionnelle à l'hectare est possible avec ce modèle intensif intégré préservant l'environnement attentant et une durabilité des écosystèmes arables. Nous prôtons donc un développement durable et non un développement durable.

Notre appel commence à trouver un écho dans l'ALBA (L'Alternative bolivarienne pour les Amériques)[9]. Le Venezuela a la capacité d'assurer une subvention au vivrier afin de le rendre concurrentiel aux biens importés, et le régime de Chávez vient de façon ferme ce mois de mars 2009 protéger la filière riz. Le recyclage de pétrodollars peut

permettre une stratégie de plein emploi génératrice de revenus et d'engagement social autour d'une agriculture articulée sur un agrosystème holistique. Mais là comme ailleurs, plusieurs obstacles demeurent pour l'avènement d'un développement autocentré. Identifions sommairement des horizons stratégiques conditionnant les luttes du Sud à venir et susceptibles de les faire triompher avec l'aide d'internationalistes du Nord :

- L'autosuffisance alimentaire, la réforme agraire, la modernisation agricole au rythme de chaque société ; l'avènement de marchés de

biens de consommation de masse, pour la satisfaction des besoins essentiels.

- La nationalisation des ressources dans une perspective de participation citoyenne et patriotique.
- L'industrialisation légère complétant l'agriculture et le rééquilibrage du revenu ville/campagne.
- L'intégration régionale et continentale accélérée par complémentarité et péréquation.
- Miser sur des brevets et une technologie à sa portée et moyens.
- Banque centrale, monnaie continentale, Parlement bi- ou tricontinental sur les grands enjeux de développement et de sécurité.
- Armée continentale et brigade civile de prévention des conflits et de reconstruction post-conflits.
- Coopération tricontinentale contre la spéculation avec des internationalistes du Nord qui partagent la lutte contre l'impunité, l'enrichissement illicite et l'atteinte aux droits de la personne.
- Lutter collectivement pour refuser de payer la dette et réformer les institutions internationales pour une coopération internationale plafonnée à 0,7 % et non liée.
- L'émancipation des femmes et le changement des mentalités masculines.
- La repolitisation démocratique des masses et leur auto-organisation contre l'impérialisme, les régimes *compradors* et les comportements anti-progressistes.

- Décrypter les comportements irresponsables consuméristes et ostentatoires et redécouvertes des schémas de solidarité.
- Sauvegarder les ressources naturelles et environnementales, par un comportement civique et écologique.
- Œuvrer pour un monde humaniste progressiste et polycentrique et la préservation des biens communs par un développement responsable et populaire.

## Aziz Fall

[1] Jean Ziegler, *La Haine de l'Occident*, Paris, Albin Michel, 2008.

[2] Gilbert Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris,

Presse de Science Po, 1996, p. 26-35.

[3] La conférence internationale de solidarité avec les peuples en luttés, la Havane 1966, a été un front de résistance, qualifié de tricontinentale. Les résolutions hardies ont été combattues ou se sont essouffées et ses secrétaires exécutifs, Ernesto Che Guevara, Mehdi Ben Barka et Amilcar Cabral seront tour à tour assassinés. Cf. *La solidarité internationaliste des périphéries africaines et latino- américaines : renaissance de la Tricontinentale et riposte par l'autocentrage et l'autonomie collective contre le suprainpérialisme*. <http://www.azizfall.com/files/solidarite-latino.html>.

[4] Appel altermondialiste du Forum social mondial de Bamako, voir <http://www.grila.org>.

## SIGNATURENOTES

[5] Johan Galtung, *Vers l'autodéveloppement et l'interdépendance globale : réflexions sur un Nouvel Ordre international et la coopération Nord-Sud*. Ottawa, Agence Canadienne de Développement International et Environnement Canada, 1978, 94 p.

[6] Azzam Mahjub, éd. *Adjustment or Delinking, the African Experience*, Third World Forum, UNU, London, Zed Books, 1990 et dans l'abondante

bibliographie de Samir Amin, entre autres *La Déconnexion ; Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 1996.

[7] Je qualifie de *mégaloensemble* le phénomène de mondialisation prétendue qui remodèle l'économie monde de façon hiérarchique par polarisation et marginalisation et de *supraimpérialisme* son segment financier, techno-industriel et militaire qui étend sa suprématie transnationale de par sa position panoptique. À ce sujet, voir nos précédents articles : « À l'ère du supra-impérialisme, Un non-alignement souhaitable ! », *ÀB !*, no 10, été 2005 ; ainsi que « 50 ans après la Conférence de Bandoung, Mondialisation et tiers-mondisme », *ÀB !*, no 09, avril / mai 2005.

[8] Rudolph Strahm, dans *Pourquoi sont-ils si pauvres ?*, édition de la Baconnière, relate schématiquement sa visite sur le terrain de cette expérience réussie.

[9] Pour une stratégie autocentrée de l'agriculture bolivarienne dans une perspective d'autonomie collective tricontinentale, <http://www.azizfall.com/files/boliv...>